



## Conseil exécutif

Centième session  
Rovinj (Croatie), 27-29 mai 2015  
Point 3 e) de l'ordre du jour provisoire

CE/100/3(e)  
Madrid, 13 avril 2015  
Original : anglais

### Rapport du Secrétaire général

#### Partie I : Situation actuelle et activités

#### e) Activités de l'OMT dans le système des Nations Unies

##### I. Introduction

---

1. L'Organisation mondiale du tourisme (OMT) a continué de nouer des liens étroits avec l'Organisation des Nations Unies (ONU) et ses institutions et organismes pertinents, y compris, mais sans s'y limiter, avec l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le Conseil économique et social (ECOSOC) et divers mécanismes et réseaux interorganisations. L'objectif est de veiller à ce que le tourisme soit reconnu au niveau international en tant que secteur pluridisciplinaire qui contribue à la croissance économique, au développement durable et à la réduction de la pauvreté. Le présent rapport offre un résumé des principales activités menées dans le cadre du système des Nations Unies.

2. Afin d'amplifier ses activités de coordination et de coopération avec l'ONU et de renforcer les capacités de mobilisation des ressources de l'Organisation, le Secrétariat de l'OMT a décidé d'affecter un agent de liaison à Genève (Suisse), à compter du 1<sup>er</sup> mars 2015.

##### A. Participation aux questions de fond et activités du système des Nations Unies

3. L'OMT a participé à plusieurs activités de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, parmi lesquelles la séance de discussion de « haut niveau », qui s'est tenue du 24 au 30 septembre 2014. Au cours de ces réunions et séances, plusieurs sujets intéressant l'OMT ont été abordés, notamment les peuples autochtones ; la population et le développement ; le changement climatique ; les questions de sécurité ; et l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'Ouest.

4. Parmi les résolutions adoptées à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la plus pertinente et importante pour l'OMT était celle intitulée « *Promotion du tourisme durable, et notamment l'écotourisme, aux fins de l'élimination de la pauvreté et de la protection de l'environnement* ». Adoptée par consensus, la résolution a été approuvée par pas moins de 107 États membres. Elle a demandé que soit présenté à la soixante et onzième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, en 2016, un nouveau rapport relatif à sa mise en œuvre.



5. Une autre résolution adoptée par consensus a réaffirmé la pertinence du document final de la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement (PEID), « Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement », également connue sous le nom de « Samoa, la Voie à suivre », et a appelé à sa mise en œuvre rapide. Il est particulièrement intéressant de noter que le paragraphe 4) de la résolution dresse la liste des priorités en matière de développement durable pour les PEID, en citant notamment le « tourisme durable ».

6. Par ailleurs, l'OMT a joué un rôle important et a contribué de manière significative à plusieurs activités lors de la troisième Conférence sur les PEID, qui s'est tenue du 1<sup>er</sup> au 4 septembre 2014 à Apia (Samoa). Le Secrétaire général de l'OMT a animé la manifestation parallèle de haut niveau du Conseil des chefs de secrétariat (CCS) sur « Le partenariat du système des Nations Unies pour les populations des PEID », qui vise à améliorer la cohérence des politiques et la coordination des programmes autour des principales rubriques thématiques discutées par les chefs de secrétariat du CCS, telles que la promotion du développement économique et social durable des PEID, la lutte contre le changement climatique, le renforcement de la gestion des risques de catastrophe et la résilience des PEID. La délégation de l'OMT a également participé à d'autres manifestations importantes telles que le Forum sur les partenariats avec le secteur privé, qui a porté sur le développement durable des PEID par l'intermédiaire de partenariats véritables et durables.

7. L'Assemblée générale des Nations Unies a aussi approuvé une résolution qui soutient les résultats de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral (PDSL), qui s'est tenue à Vienne du 3 au 5 novembre 2014. Dans ce texte, la Commission a appelé toutes les organisations internationales, régionales et sous-régionales à intégrer le Programme d'action de Vienne dans leurs travaux et à aider les pays en développement sans littoral et de transit à mettre en œuvre le Programme d'action de Vienne pour les PDSL pour la décennie 2014-2024, en tenant compte de ses six domaines prioritaires (parmi lesquels figure le tourisme durable) et en adoptant une démarche coordonnée et cohérente.

8. L'un des principaux résultats de la Conférence Rio+20 a été le Cadre décennal de programmation des modes durables de consommation et de production et, grâce à l'expérience acquise dans le cadre du Partenariat mondial pour le tourisme durable, le Programme de tourisme durable a été lancé le 5 novembre 2014 au World Travel Market (novembre 2014). Le Programme de tourisme durable du Cadre décennal de programmation est dirigé par l'OMT et par les gouvernements de la République française, du Royaume du Maroc et de la République de Corée. Ce programme offre un cadre optimal pour accélérer la transition vers des modes de consommation et de production durables dans le secteur du tourisme par le biais de décisions éclairées, d'actions efficaces, de l'innovation et de la collaboration entre les parties prenantes.

9. À ses diverses réunions, le Groupe de travail sur le nouveau programme d'urbanisation du Comité de haut niveau sur les programmes (HLCP), au sein duquel siège l'OMT, a souligné que l'accélération de l'urbanisation à travers le monde est inévitable. Si aujourd'hui 55% de la population mondiale vit dans des zones urbaines, cette proportion devrait passer à 75% au cours des prochaines décennies. Les problèmes, les perspectives et les opportunités liés à l'urbanisation font actuellement l'objet de discussions au sein du HLCP en vue de fournir des éléments de fond et de permettre au Conseil des chefs de secrétariat (CCS) des organismes des Nations Unies de contribuer au processus mondial de préparation en cours pour garantir le succès de la Conférence HABITAT III en 2016. L'OMT entend apporter sa contribution à cette conférence en mettant en avant les défis et les opportunités liés au tourisme urbain dans le contexte de l'urbanisation croissante.

10. La réunion ministérielle du Groupe des Amis de l'Alliance des Civilisations des Nations Unies (UNAOC) s'est tenue le 26 Septembre 2014, en marge du débat de haut niveau de la soixante-

neuvième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et en présence de nombreux représentants des États membres. Ont assisté à la réunion les ministres/vices-ministres des Affaires étrangères et les ambassadeurs de pays développés et en développement, ainsi que des représentants de diverses institutions multilatérales ou apparentées aux Nations Unies. La réunion était placée sous le thème « New and Emerging Ideological Threats to Global Peace and Co-Existence » (Menaces idéologiques nouvelles et émergentes contre la paix mondiale et la coexistence). L'OMT a souligné que ses travaux sur la promotion d'un tourisme durable, responsable et accessible jouent un rôle important pour favoriser les interactions entre les cultures, comprendre le patrimoine de chacun et promouvoir la compréhension entre les peuples et les sociétés.

11. L'OMT a renforcé sa coopération avec les institutions et organisations des Nations Unies, notamment avec la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme (DECT) et l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme (CTITF), et d'autres organisations multilatérales et régionales compétentes, pour promouvoir la sécurité du tourisme. À cet égard, l'Organisation a également rejoint en 2014 le Groupe de travail de la CTITF sur la protection des infrastructures essentielles, des cibles vulnérables, d'Internet et de la sécurité du tourisme.

12. En novembre 2014, l'OMT a présenté une première proposition de projet au Groupe de travail de la CTITF sur la protection des infrastructures essentielles, des cibles vulnérables, d'Internet et de la sécurité du tourisme. La proposition met l'accent sur les activités de renforcement des capacités pour aider les États membres à intégrer plus efficacement le tourisme dans leurs plans et mécanismes nationaux d'intervention d'urgence.

13. Le Secrétaire général des Nations Unies a présenté le 8 janvier 2015 devant l'Assemblée générale de l'ONU une version préliminaire de son rapport très médiatisé intitulé « La dignité pour tous d'ici à 2030 : éliminer la pauvreté, transformer nos vies et protéger la planète ». Qualifiant 2015 d'« année d'opportunités », il a lancé un appel urgent pour la mise en œuvre d'une action globale et transformative en vue de garantir le développement durable et la dignité humaine pour tous. Cette année constitue une chance pour parvenir à des avancées significatives au niveau des trois piliers interconnectés qui recoupent le travail des Nations Unies : le développement, la paix et les droits de l'homme. Le Secrétaire général des Nations Unies a salué les travaux du Groupe de travail ouvert sur les objectifs de développement durable, notant que les 17 objectifs proposés, et les 169 cibles qui y sont associées, établissent de toute évidence un programme visant à éliminer la pauvreté, partager la prospérité, protéger la planète et ne laisser personne pour compte. Il a également souligné que le financement et les autres moyens de mise en œuvre joueront un rôle fondamental. La question du financement et des moyens de mise en œuvre revêtira une importance particulière en vue de la troisième Conférence sur le financement du développement qui se tiendra à Addis-Abeba (Ethiopie) et des travaux préparatoires de l'OMT pour cette conférence.

14. La douzième réunion du Groupe consultatif interorganisations sur la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul (PAI) pour les pays les moins avancés (PMA) s'est tenue au siège des Nations Unies à New York, le 20 février 2015, en présence d'un grand nombre de représentants d'organismes et d'organisations du système des Nations Unies. Le Secrétaire général adjoint et Haut-Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, qui présidait la réunion, a fait le point sur les avancées de la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul depuis la dernière réunion du Groupe consultatif interorganisations, organisée à Genève en novembre dernier. Le Groupe a été informé des prochaines activités devant déboucher sur un vaste examen de haut niveau à mi-parcours du Programme d'action d'Istanbul, qui se tiendra pendant trois jours à Antalya (Turquie) en juin 2016. L'examen comprendra quatre tables rondes thématiques, un forum réunissant des acteurs du secteur privé sur la question de l'investissement dans les pays les moins avancés, ainsi que des séances plénières. Le Secrétaire

général de l'ONU présidera également une réunion de haut niveau du système des Nations Unies. L'OMT a souligné dans une déclaration son action et ses contributions qui visent à mettre en œuvre le Programme d'action d'Istanbul dans le secteur du tourisme et a aussi réaffirmé son engagement constant pour les pays les moins avancés et pour garantir le succès de l'examen à mi-parcours.

15. L'OMT a participé à la majeure partie du débat consacré aux activités opérationnelles du Conseil économique et social, qui s'est tenu du 23 au 25 février 2015 à New York. Le débat était organisé en plusieurs tables rondes articulées autour du thème général « Examen du positionnement à long terme du système des Nations Unies pour le développement (UNDS) et des progrès réalisés dans la mise en œuvre de la résolution 67/226 de l'Assemblée générale relative à l'examen quadriennal complet ». Les discussions ont porté sur les problèmes nouveaux soulevés dans le cadre des activités opérationnelles du système des Nations Unies qui auront des répercussions sur le programme de développement pour l'après-2015. Il est également indiqué dans le rapport du Secrétaire général de l'ONU que le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (UNDAF) demeure un outil indispensable pour renforcer la cohérence au niveau des pays, qu'une plus large proportion de pays appliquant l'initiative « Unis dans l'action » s'accorde totalement sur l'utilité de ce Plan-cadre et qu'« il est évident » que l'intérêt pour l'adoption de l'initiative ne cesse d'augmenter.

16. La phase suivante des négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 a débuté en janvier 2015 dans le cadre du suivi de la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies qui salue la proposition du Groupe de travail ouvert sur les ODD adoptée à la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Cette phase se poursuivra jusqu'à juillet 2015, moment où les États membres devraient s'accorder sur le programme avant qu'il ne soit présenté au Sommet des Chefs d'État et de gouvernement en septembre 2015 en vue de son adoption. Grâce aux efforts concertés du Secrétariat de l'OMT et de son Bureau de liaison de New York, le Groupe de travail ouvert a proposé trois cibles ayant trait au tourisme durable. La première porte sur la croissance économique, la seconde sur les modes de consommation et de production durables et la troisième sur les océans et les PEID.

17. Le Secrétariat de l'OMT et le Bureau de liaison de New York ont poursuivi leur étroite collaboration, en participant notamment aux négociations intergouvernementales et aux travaux de la Commission de statistique et en collaborant activement avec les hauts fonctionnaires compétents du Secrétariat de l'ONU pour défendre l'intégration du tourisme durable dans le programme, élaborer un ensemble d'indicateurs quantifiables et mesurables et demander l'inclusion d'indicateurs concrets permettant d'assurer le suivi et l'examen des progrès accomplis dans la mise en œuvre du programme. Les deux premières réunions de négociations intergouvernementales ont fait état d'un large consensus sur le fait que les ODD doivent être au cœur du programme et que ce dernier devrait être articulé autour de quatre grandes composantes : une déclaration courte et ambitieuse qui incarne les aspirations communes de l'humanité pour l'avenir que nous voulons, les ODD, les moyens de mise en œuvre et les mécanismes de suivi et d'examen.

18. Aux côtés d'autres organismes des Nations Unies, l'OMT a participé les 24 et 25 octobre à une consultation sur le tourisme durable organisée par l'institut Patel de l'Université de Floride du Sud à Tampa, en Floride (États-Unis). Plusieurs étudiants de troisième cycle ont présenté un vaste ensemble de bonnes pratiques et des études de cas sur le tourisme durable. Des représentants d'universités publiques et privées ont également présenté des études de cas sur les politiques et la pratique, en mettant en avant les réussites, les enseignements tirés et en formulant des recommandations pour l'avenir. L'institut a par ailleurs proposé de créer un Observatoire sur le tourisme durable à Tampa, en partenariat avec l'OMT.

19. Afin de soutenir les efforts déployés au niveau mondial pour endiguer la propagation de la maladie à virus Ebola (MVE) et apporter une réponse internationale coordonnée pour le secteur du tourisme, les responsables de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI), du Conseil international des aéroports (ACI), de l'Association internationale du transport aérien (IATA), du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC) et de l'OMT ont mis en place un groupe spécial sur les voyages et les transports pour suivre la situation et fournir des informations en temps utile au secteur et aux voyageurs. Le groupe spécial a publié une déclaration conjointe sur les voyages et les transports en rapport avec la flambée de MVE. Les Nations Unies ont fait valoir dans le document qu'il faut impérativement accroître les efforts et la coopération à l'échelon international pour endiguer la maladie, stopper la transmission du virus à d'autres pays et atténuer les effets dans les pays touchés.

## **B. Participation aux réunions de l'ONU**

20. L'OMT a participé à la soixante-cinquième Conférence annuelle des organisations non gouvernementales (ONG), organisée par le Département de l'information publique (DPI) des Nations Unies, qui s'est tenue à New York les 29 et 30 août 2014, en présence de quelque six cents ONG affiliées au DPI. La conférence s'est conclue par l'adoption d'une déclaration, dans laquelle plusieurs parties considèrent le tourisme comme un vecteur du développement durable.

21. Les 22 octobre 2014 et 20 janvier 2015, l'OMT a participé aux réunions du Comité d'urgence du Règlement sanitaire international sur le virus Ebola convoquées par la Directrice générale de l'OMS.

22. Le 1<sup>er</sup> mars 2015, l'OMT a participé à New York à une réunion des directeurs des services de statistique du système des Nations Unies. Comme approuvé par la Commission de statistique des Nations Unies (CSNU), les directeurs des services de statistique des Nations Unies se réunissent régulièrement pour améliorer la coordination et faire rapport à la Commission, qui est l'entité de référence en matière de statistiques internationales.

23. L'OMT était représentée aux vingt-quatrième et vingt-cinquième sessions du Comité de coordination des activités de statistique, organisées respectivement à Rome les 11 et 12 septembre 2014 et à New York le 2 mars 2015. La session de Rome s'est attachée à examiner les moyens permettant d'améliorer le fonctionnement du système statistique international dans son ensemble, en établissant par exemple des normes et des méthodologies communes. La « révolution des données » (ou ère des « Mégadonnées ») est devenue l'un des grands thèmes du débat qui anime les statisticiens concernant le programme de développement pour l'après-2015. La session de New York a préparé quatre points à examiner à la quarante-sixième session de la Commission de statistique des Nations Unies : i) Indicateurs de progrès autres que le produit intérieur brut, ii) Questions nouvelles : la révolution des données, iii) Mégadonnées, et iv) Principes fondamentaux de la statistique officielle.

24. L'Équipe spéciale interinstitutions des statistiques du commerce international des services (TFSITS), dont est membre l'OMT, s'est réunie à Genève les 22 et 23 octobre 2014. Elle a participé à la rédaction finale du guide sur le commerce des services, en veillant à assurer une cohérence entre ce guide et celui établi par l'OMT.

25. L'OMT a pris part à un atelier intitulé « Delivering Together in a Post-2015 World » (Unis dans le monde de l'après-2015), organisé à Istanbul (Turquie) du 27 au 31 octobre 2014 par le Groupe des Nations Unies pour le développement (GNUD) et le Bureau des Nations Unies pour la coordination des opérations de développement (DOCO). L'un des principaux objectifs était d'identifier des solutions permettant une utilisation efficace des ressources disponibles afin de tirer parti du système des Nations

Unies au niveau des pays et d'utiliser les programmes régionaux de l'OMT pour obtenir un plus grand soutien de la part des États membres.

26. Le Centre pour le développement durable du Monténégro a organisé les 7 et 8 novembre 2014 à Budva (Monténégro) la Conférence ministérielle régionale sur le développement durable, en partenariat avec le PNUD et le Ministère du développement durable et du tourisme. L'OMT a participé à une table ronde sur le tourisme durable et l'aménagement durable des territoires et a tenu des réunions avec le PNUD et le Ministère du développement durable et du tourisme du Monténégro concernant le projet « Monténégro, vers un tourisme sans carbone ».

27. L'OMT a participé à une réunion du Groupe d'experts des Nations Unies sur le cadre d'indicateurs relatifs au programme de développement pour l'après-2015, qui s'est tenue les 25 et 26 février 2015 au siège de l'ONU, à New York. Le Groupe d'experts interinstitutions (IAEG) est chargé d'élaborer un cadre d'indicateurs qui permettra d'assurer le suivi des objectifs et des cibles du programme de développement pour l'après-2015.

### **C. Le CCS et les groupes de travail de ses structures subsidiaires**

28. L'OMT a assisté aux sessions du Comité de haut niveau sur la gestion (HLCM) et du Comité de haut niveau sur les programmes (HLCP) organisées l'une à la suite de l'autre à New York du 8 au 10 octobre 2014. Lors des débats, les participants se sont attachés à définir l'action de l'ONU face à la crise d'Ebola et ont également passé en revue plusieurs initiatives visant à accroître la résilience de l'Organisation, cette dernière étant tenue de répondre aux situations d'urgence et d'améliorer son propre système pour assurer une cohérence entre ses mécanismes et ses objectifs.

29. L'OMT a également participé à un atelier destiné aux responsables des questions de sécurité, qui s'est tenu à Vienne (Autriche) du 2 au 4 septembre 2014. Les participants ont examiné les problèmes de sécurité qui se posent dans les lieux d'affectation des Nations Unies en Europe (l'OMT bénéficie d'une délégation de pouvoir pour assurer la sécurité des Nations Unies en Espagne).

30. L'OMT a participé à la réunion semestrielle du Corps commun d'inspection (CCI), qui s'est tenue à Genève (Suisse) les 2 et 3 octobre 2014. Les discussions ont porté sur les informations que le CCI est tenu de communiquer à propos des mécanismes de contrôle interne propres à chaque organisation et sur le suivi des recommandations pertinentes émises par le CCI.

31. L'OMT a participé à la réunion du Groupe de travail du CCS et du Réseau Finances et budget (RFB) du HLCM sur les normes comptables qui s'est tenue au siège de l'ONU, à New York, du 8 au 10 septembre 2014. Les discussions ont porté sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre, notamment en ce qui concerne les difficultés/défis et les solutions proposées, le suivi de la mise en œuvre, l'appui en faveur de la conformité aux normes IPSAS, entre autres. L'OMT a également assisté le 15 décembre 2014 par voie de téléconférence à la réunion conjointe du CCS, du HLCM et du RFB. Il y a été question de l'harmonisation des taux de recouvrement des coûts, des options énoncées dans le projet de proposition relatif au taux de recouvrement des coûts, ainsi que de l'enquête réalisée auprès des organismes et des réponses à cette enquête.

32. L'OMT a accueilli du 3 au 6 mars 2015 en son Siège la trentième session du Réseau des ressources humaines des Nations Unies. Les discussions ont porté sur l'âge réglementaire du départ à la retraite des fonctionnaires, l'examen des indemnités par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), la gestion prévisionnelle des besoins en personnel et de la relève ainsi que sur des questions d'ordre général et de coordination.

33. L'OMT a participé à la onzième session du Réseau interorganisations des voyages (IATN) des Nations Unies, qui s'est tenue à Trieste (Italie), du 24 au 26 septembre 2014. Les discussions ont essentiellement porté sur les négociations conjointes avec les compagnies aériennes, l'optimisation du flux des voyages, la sûreté et la sécurité, ainsi que sur la poursuite de l'examen de la mise en œuvre du système commun de règles en matière de voyage.

34. L'OMT a assisté à la vingt-troisième réunion du Réseau des technologies de l'information et des communications (TIC), qui s'est tenue à Genève (Suisse) en novembre 2014. Cet atelier étalé sur deux jours, auquel ont participé des représentants d'autres organismes de l'ONU, visait à identifier les lacunes des TIC en tant qu'outil permettant aux organisations du système des Nations Unies d'accomplir pleinement leur mission. Il a essentiellement été question du recours au « design thinking », une méthode qui permet de faire émerger de nouvelles idées pour résoudre les dysfonctionnements.

35. La réunion 2014 du Groupe d'intérêt des Nations Unies pour la sécurité informatique (UNISSIG) du Réseau des TIC a accueilli le Colloque sur la sécurité de l'information, qui s'est tenu à Vienne (Autriche) en octobre 2014, en présence d'une délégation de l'OMT. Ce colloque annuel, auquel ont participé plusieurs partenaires du secteur privé, visait à définir des domaines d'intérêt commun et à établir une feuille de route sur la collaboration, notamment en vue de promouvoir les meilleures pratiques et des approches harmonisées au sein des organisations du système des Nations Unies pour relever les défis toujours plus nombreux.

36. L'OMT a pris part au Programme de certification en matière de sécurité organisé par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS) à l'intention des professionnels de la sécurité, tel que prescrit dans le document A/57/365<sup>1</sup> et la résolution A/RES/59/276<sup>2</sup> de l'Assemblée générale, et détaillé dans l'objectif 2 (Porter le personnel de sécurité de l'ONU au plus haut niveau de professionnalisme) du Cadre stratégique du Département de la sûreté et de la sécurité pour la période 2006-09.

## II. Suites à donner par le Conseil exécutif

---

37. Le Conseil exécutif est invité à :

- a) noter que le Secrétariat participe régulièrement à des travaux importants des Nations Unies, et à le soutenir pour qu'il continue d'être présent et de s'impliquer sur ces terrains ainsi que dans les groupes de travail des structures subsidiaires du CCS ;
- b) prendre acte de la décision du Secrétariat d'affecter un agent de liaison à Genève (Suisse) pour améliorer la coordination et la collaboration avec l'ONU et renforcer la capacité de l'Organisation à mobiliser des ressources ;
- c) prendre note des activités menées par l'Organisation pour promouvoir le tourisme en tant que levier de la croissance économique et du développement, notamment de l'intérêt croissant accordé à cette question par des groupes spécifiques de pays tels que les petits États insulaires en développement et les pays en développement sans littoral.
- d) prendre acte avec satisfaction des travaux actuellement menés par l'OMT sur le Programme de tourisme durable du Cadre décennal de programmation et à remercier les États

---

<sup>1</sup> A/57/365 : [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/57/365&referer=/english/&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/57/365&referer=/english/&Lang=F)

<sup>2</sup> A/RES/59/276 (p. 9) : [http://www.un.org/en/ga/search/view\\_doc.asp?symbol=A/RES/59/276&referer=/english/&Lang=F](http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/59/276&referer=/english/&Lang=F)

Membres que sont la France, le Maroc et la République de Corée pour leur participation et leur soutien actifs ;

e) encourager le Secrétariat à maintenir sa contribution à la réponse apportée par le système des Nations Unies face à la crise d'Ebola et aux autres menaces mondiales analogues, notamment celles liées à la sécurité du tourisme ;

f) encourager le Secrétariat à poursuivre sa participation active aux travaux des divers groupes de travail et initiatives de l'ONU qui contribuent à façonner le cadre général des objectifs, des cibles et des indicateurs de développement durable qui figureront dans le programme de développement pour l'après-2015 ; et

g) encourager le Secrétariat à suivre la préparation de la troisième Conférence sur le financement du développement, et de ses processus connexes, prévue en juillet 2015 à Addis-Abeba (Éthiopie), et à y apporter sa contribution, et à en faire de même pour les autres initiatives qui visent à mettre en œuvre le programme de développement pour l'après-2015.